



**PRÉFECTURE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°2023-033

PUBLIÉ LE 30 MARS 2023

Sommaire

Direction Départementale de la Protection des Populations /

80-2023-03-29-00004 - Arrêté préfectoral attribuant l'habilitation sanitaire de Monsieur CARPENTIER Valentin (2 pages) Page 3

80-2023-03-30-00001 - Arrêté préfectoral d'abrogation de l'habilitation sanitaire de Madame BEAUVAL Pauline (1 page) Page 6

Direction Départementale des Territoires et de la Mer / service environnement et littoral

80-2023-03-29-00001 - Arrêté autorisant l'organisation d'un Field Trial (2 pages) Page 8

Préfecture de la Somme - Cabinet / Cabinet

80-2023-03-29-00003 - AP 23 134 portant modification de la liste des personnes autorisées à accéder aux images - commune de Bernay-en-Ponthieu (2 pages) Page 11

80-2023-03-23-00004 - Arrêté portant honorariat de maire (1 page) Page 14

80-2023-03-29-00002 - P 23 137 portant modification de la liste des personnes autorisées à accéder aux images - Auchan Amiens Sud (1 page) Page 16

Préfecture de la Somme - SCPI /

80-2023-03-07-00011 - AP 07032023 véhicules gestionnaires autoroutes feux bleus 2023 (6 pages) Page 18

Préfecture de la Somme-Service de la Coordination des Politiques Interministérielles / Service de la Coordination des Politiques Interministérielles

80-2023-03-29-00005 - Arrêté préfectoral portant autorisation unique de construire et d'exploiter un parc éolien à FONCHES-FONCHETTE et PUNCHY au bénéfice de la SARL Parc éolien de Champ Serpette (16 pages) Page 25

Préfecture de la zone de défense et de sécurité du Nord /

80-2023-03-29-00006 - arrêté portant dérogation exceptionnelle à titre temporaire à l'interdiction de circulation à certaines périodes des véhicules de transport de marchandises de plus de 7.5 tonnes de PTAC dans le cadre de la gestion d'une épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) (2 pages) Page 42

Direction Départementale de la Protection des
Populations

80-2023-03-29-00004

Arrêté préfectoral attribuant l'habilitation
sanitaire de Monsieur CARPENTIER Valentin

**Arrêté
attribuant l'habilitation sanitaire à Monsieur CARPENTIER Valentin**

Le Préfet de la Somme

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;

Vu le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1^{er} août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination du Préfet de la Somme, Monsieur Etienne STOSKOPF ;

Vu l'arrêté du Premier Ministre du 13 octobre 2021 portant nomination de Madame Bénédicte SCHMITZ, Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Somme, à compter du 1^{er} novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 août 2022 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à Madame Bénédicte SCHMITZ, directrice départementale de la Protection des Populations de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 août 2022 portant subdélégation de signature à Madame Annick AGOUZE, adjointe à la cheffe du service Santé, protection Animale et Environnement ;

Considérant la demande présentée par Monsieur CARPENTIER Valentin, né le 03 novembre 1995 et domicilié professionnellement 16 boulevard Vauban à Abbeville (80100) remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à Monsieur CARPENTIER Valentin, docteur vétérinaire administrativement domiciliée 16 boulevard Vauban à Abbeville (80100) ;

Article 2

Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de trois ans, auprès de la Préfète de la Somme, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R.203-12.

Article 3

Monsieur CARPENTIER Valentin s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4

Monsieur CARPENTIER Valentin pourra être appelé par le Préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été désigné vétérinaire sanitaire. Il sera tenu de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5

Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le biais du site www.telerecours.fr. Des précisions sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2474>

Article 7

La Secrétaire Générale de la Préfecture et la Directrice Départementale de la Protection des Populations sont chargés, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme.

Fait à Amiens, le 27 mars 2023
Pour le Préfet, par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection
des Populations de la Somme
L'adjointe à la Cheffe du service SPAE



Annick AGOUZE

Copie :

Monsieur CARPENTIER Valentin

Direction Départementale de la Protection des
Populations

80-2023-03-30-00001

Arrêté préfectoral d'abrogation de l'habilitation
sanitaire de Madame BEAUVVAL Pauline

**Arrêté Préfectoral d'abrogation de
l'habilitation sanitaire de Madame BEAUVAL Pauline**

Le Préfet de la Somme

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;

Vu le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1^{er} août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination du Préfet de la Somme, Monsieur Etienne STOSKOPF ;

Vu l'arrêté du Premier Ministre du 13 octobre 2021 portant nomination de Madame Bénédicte SCHMITZ, Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Somme, à compter du 1^{er} novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 août 2022 portant délégation de signature principale à Madame Bénédicte SCHMITZ, directrice départementale de la Protection des Populations de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 août 2022 portant subdélégation de signature à Madame Annick AGOUZE, adjointe à la cheffe du service Santé, protection Animale et Environnement ;

Vu l'arrêté du 14 juin 2022 attribuant l'habilitation sanitaire à Madame BEAUVAL Pauline née le 5 octobre 1993 ;

Considérant l'information de l'Ordre National des vétérinaires de la région Hauts-de-France de transfert du dossier dans la région Normandie ;

ARRÊTE

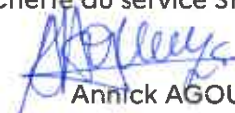
Article 1^{er}

Cet arrêté abroge l'habilitation sanitaire attribuée le 14 juin 2022 au Docteur Vétérinaire BEAUVAL Pauline.

Article 2

La Secrétaire Générale de la Préfecture et la Directrice Départementale de la Protection des Populations sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Somme.

Fait à Amiens, le 30 mars 2023
Pour le Préfet, par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection
des Populations de la Somme
L'adjointe à la Cheffe du service SPAE


Annick AGOUZE

Copie :
Madame BEAUVAL Pauline

Direction Départementale des Territoires et de
la Mer

80-2023-03-29-00001

Arrêté autorisant l'organisation d'un Field Trial

ARRÊTÉ

Autorisant l'organisation d'un Field Trial

LE PRÉFET DE LA SOMME

Vu les articles L 420-3 et L 424-1 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 2005 modifié fixant certaines conditions de réalisation des entraînements, concours et épreuves de chiens de chasse ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination du préfet de la Somme, M. Étienne STOSKOPF à compter du 23 août 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} mars 2023 portant délégation de signature à Madame Emmanuelle CLOMES, directrice départementale à la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté de subdélégation de signature d'ordre général modifié de la direction départementale des territoires et de la mer en date du 10 mars 2023 ;

Vu l'arrêté du 22 juin 2022 d'ouverture et de clôture générales de la chasse pour la campagne 2022-2023 (hors gibier d'eau et oiseaux de passage) et dispositions générales ;

Vu l'arrêté du 08 septembre 2022 modifiant une annexe de l'arrêté préfectoral d'ouverture et de clôture générales de la chasse pour la campagne 2022-2023 (hors gibier d'eau et oiseaux de passage) et dispositions générales ;

Vu la demande du 9 mars 2023 par laquelle Monsieur GUILBERT représentant de l'Association Canine Territoriale Nord de la Picardie, dont le siège social se trouve au 73 rue René et Marcelle Sobo, 80090 AMIENS, sollicite l'autorisation d'organiser des Fields Trials sur les communes de Bergicourt, Bettembos, Blangy-sous-Poix, Brassy, Brettencourt, Bussy-les-Poix, Caulières, Courcelles-sous-Moyencourt, Croixrault, Epléssier, Equennes, Famechon, Fleury, Fremontiers, Fresnoy-au-Val, Frettemolle, Fricamps, Hermilly, Hescamps, Lamaronde, Meigneux, Moyencourt-les-Poix, Poix-de-Picardie, Saint-Aubin-Montenoy, Sainte-Segrée, Sentelie, Soupliecourt, Thieulloy-l'Abbaye, Thieulloy-la-Ville et Velennes les 3 et 4 avril 2023 ;

Sur proposition de la directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

ARRÊTÉ

Article 1er. – Monsieur GUILBERT, représentant de l'Association Canine Territoriale Nord de la Picardie, est autorisée à organiser des Fields Trials les 3 et 4 avril 2023, sur gibier non tiré, sur le territoire de chasse des communes de Bergicourt, Bettembos, Blangy-sous-Poix, Brassy, Brettencourt, Bussy-les-Poix, Caulières, Courcelles-sous-Moyencourt, Croixrault, Eplésier, Equennes, Famechon, Fleury, Fremontiers, Fresnoy-au-Val, Frettemolle, Fricamps, Hermilly, Hescamps, Lamaronde, Meigneux, Moyencourt-les-Poix, Poix-de-Picardie, Saint-Aubin-Montenoy, Sainte-Segrée, Sentelie, Soupliecourt, Thieulloy-l'Abbaye, Thieulloy-la-Ville et Velennes.

Ces épreuves ne peuvent avoir lieu qu'avec le consentement exprès des propriétaires ou détenteurs du droit de chasse.

De façon générale, la présente autorisation ne peut avoir pour effet de porter atteinte aux droits des tiers.

Huit jours avant le début de la manifestation, doivent être transmis à la DDTM ainsi qu'à la DDPP la liste et les numéros d'identification des chiens qui participent.


Article 2. – L'autorisation est délivrée sous réserve des consignes sanitaires en vigueur et s'imposeront lors des manifestations.

Article 3. – Les chefs des brigades de gendarmerie intéressées doivent être prévenus par les soins de la société organisatrice, au moins 48 h à l'avance, du jour, de l'heure et du lieu choisi pour la réalisation du concours.

Article 4. – La directrice départementale des territoires et de la mer, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie et les maires des communes concernées (citées à l'article 1^{er}) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Somme.

Amiens, le 29 mars 2023

Le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des territoires et de la mer,
La responsable du bureau nature,



Suzanne Guyard

Préfecture de la Somme - Cabinet

80-2023-03-29-00003

AP 23 134 portant modification de la liste des
personnes autorisées à accéder aux images -
commune de Bernay-en-Ponthieu



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté n° 23 / 134

ARRÊTÉ

Portant modification de la liste des personnes autorisées à accéder aux images

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu les décrets n° 97-46 et 97-47 du 15 janvier 1997 relatif aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu le décret du 17 novembre 2021 nommant M. Florian Straser, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Somme ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 nommant M. Étienne Stoskopf, préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2022 portant délégation de signature à M. Florian Straser, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23/061 du 20 février 2023 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

Vu la demande d'actualisation de la liste des personnes autorisées à accéder aux images en date du 07 mars 2023 ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Somme ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La liste des personnes autorisées à accéder aux images de la commune de BERNAY-EN-PONTHIEU (80120) est actualisée conformément à la liste annexée au dossier 2023/0018.

Article 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur du cabinet et le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Somme.

Amiens, le **29 MARS 2023**
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,


Florian Straser

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision est susceptible de faire, dans le délai de deux mois suivant la notification, l'objet des voies de recours suivantes :

- un recours gracieux, formulé auprès du préfet de la Somme, cabinet, bureau de la sécurité intérieure, 51 rue de la République 80020 Amiens,
 - un recours hiérarchique, auprès du ministre de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques – sous-direction des polices administratives – bureau des polices administratives – place Beauvau 75800 Paris cedex 08,
- Ces recours sont dépourvus de caractère suspensif. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- un recours contentieux, devant le tribunal administratif d'Amiens - 14 rue Lemerchier 80000 Amiens ou par voie électronique par le site www.telerecours.fr.
- Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du deuxième mois à compter de la date de notification de la décision contestée, ou dans les deux mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique.

LISTE ANNEXÉE AU DOSSIER 2023/0018

Monsieur DUFOUR Grégory, maire
Monsieur COSSARD Cédric, adjoint technique

Préfecture de la Somme - Cabinet

80-2023-03-23-00004

Arrêté portant honorariat de maire



ARRÊTÉ

portant honorariat de maire

LE PREFET DE LA SOMME

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 72-1201 du 23 décembre 1972, modifiée par la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, concernant l'honorariat des anciens maires et adjoints ;

Vu la loi n° 82-213 modifiée, du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 nommant Monsieur Etienne Stoskopf, préfet de la Somme ;

Vu la demande en date du 13 mars 2023 par laquelle Monsieur Joël Gaffet, ancien maire de la commune de Talmas sollicite l'octroi de cet honorariat ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

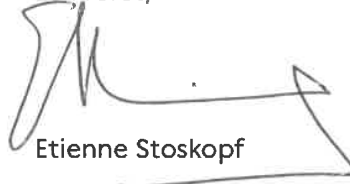
ARRÊTE

Article 1er. – Monsieur Joël Gaffet, ancien maire de la commune de Talmas, est nommé maire honoraire.

Article 2. – Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'intéressé et dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Somme.

Amiens, le 23 mars 2023

Le Préfet,



Etienne Stoskopf

Préfecture de la Somme - Cabinet

80-2023-03-29-00002

P 23 137 portant modification de la liste des
personnes autorisées à accéder aux images -
Auchan Amiens Sud

**PRÉFET
DE LA SOMME***Liberté
Égalité
Fraternité***ARRÊTÉ****Portant modification de la liste des personnes autorisées
à accéder aux images**

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu les décrets n° 97-46 et 97-47 du 15 janvier 1997 relatif aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

Vu le décret du 17 novembre 2021 nommant M. Florian Straser, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Somme ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 nommant M. Étienne Stoskopf, préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2022 portant délégation de signature à M. Florian Straser, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 21/383 du 09 juillet 2021 portant modification d'un système de vidéoprotection ;

Vu la demande d'actualisation de la liste des personnes autorisées à accéder aux images en date du 14 mars 2023 ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Somme ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La liste des personnes autorisées à accéder aux images de l'établissement AUCHAN Amiens Sud sis route de Paris à DURY (80044) est actualisée conformément à la liste annexée au dossier 2010/0206.

Article 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur du cabinet et le directeur départemental de la sécurité publique de la Somme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Somme.

Amiens, le **29 MARS 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,


Florian Straser

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision est susceptible de faire, dans le délai de deux mois suivant la notification, l'objet de voies de recours suivantes :
- un recours gracieux, formulé auprès du préfet de la Somme, cabinet, bureau de la sécurité intérieure, 51 rue de la République 80020 Amiens,
- un recours hiérarchique, auprès du ministre de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques – sous-direction des polices administratives – bureau des polices administratives – place Beauvau 75800 Paris cedex 08,
Ces recours sont dépourvus de caractère suspensif. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- un recours contentieux, devant le tribunal administratif d'Amiens - 14 rue Lemerchier 80000 Amiens ou par voie électronique par le site www.telerecours.fr.
Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du deuxième mois à compter de la date de notification de la décision contestée, ou dans les deux mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique.

Préfecture de la Somme - SCPI

80-2023-03-07-00011

AP 07032023 véhicules gestionnaires autoroutes
feux bleus 2023



ARRÊTÉ

Arrêté portant réglementation sur les dispositifs lumineux des véhicules d'intervention des services gestionnaires d'autoroutes et de routes à chaussées séparées

PRÉFET DE LA SOMME

Vu le code de la route et notamment ses articles R311-1, R313-27, R313-34, R432-2 et R432-3 ;

Vu le décret n°2004-935 du 30 août 2004 relatif aux véhicules d'intérêt général ;

Vu le décret n°2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 nommant Mme Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination du préfet de la Somme, M. Étienne STOSKOPF à compter du 23 août 2022 ;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1987 modifié relatif aux dispositifs spéciaux de signalisation des véhicules d'intervention d'urgence ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 mai 2021 portant réglementation sur les dispositifs lumineux des véhicules d'intervention des services gestionnaires d'autoroutes et de routes à chaussées séparées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2022 donnant délégation de signature à Mme Myriam GARCIA, sous-préfète hors-classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la direction interdépartementale des routes nord ;

Sur proposition du directeur interdépartemental des routes nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Les dispositifs spéciaux des véhicules d'intervention.

Pour les interventions de sécurité sur autoroute ou voies à chaussées séparées, les véhicules d'interventions d'urgence de la DIR Nord sont autorisés à être équipés de feux lumineux spéciaux bleus de catégorie B. Ces mêmes véhicules sont également autorisés à être équipés de timbres spéciaux en plus des avertisseurs exigés pour tout véhicule à moteur, à l'exception des engins de service hivernal. Les timbres spéciaux doivent être conformes aux spécifications définies dans l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007.

Article 2 – Autorisation d'utilisation des dispositifs spéciaux des véhicules d'intervention.

- Réseau concerné :

Les véhicules d'intervention d'urgence équipés des dispositifs prévus à l'article second sur le réseau autoroutier concédé ou assimilé des routes nationales à 2x2 voies, ainsi que les bretelles d'accès et de sortie qui lui sont associées, interviendront sur le réseau suivant :

- N1
- N25

- Véhicules concernés :

La liste des véhicules bénéficiant de facilité de passage, équipés de dispositifs lumineux spéciaux de catégorie « B », émettant une lumière bleue à faisceaux stationnaires clignotants dans le cadre des missions exercées sur le réseau impacté est annexée au présent arrêté. Ces feux sont des dispositifs fixes spécifiés sur la carte grise.

Article 3 – L'usage des dispositifs lumineux spéciaux et des avertisseurs spéciaux est strictement limité à l'occasion d'interventions urgentes et nécessaires.

Article 4 – L'arrêté préfectoral du 5 mai 2021 portant réglementation sur les dispositifs lumineux des véhicules d'intervention des services gestionnaires d'autoroutes et de routes à chaussées séparées est abrogé.

Article 5 – La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le directeur interdépartemental des routes nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Somme.

Amiens, le 07 MARS 2023

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire générale



Myriam GARCIA

Une ampliation sera remise à :

- M. le directeur interdépartemental des routes nord ;
- Mme la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;
- M. le directeur de cabinet de la préfecture de la Somme ;
- M. le président du conseil départemental de la Somme,
- Mme la directrice des territoires et de la mer de la Somme ;
- M. le directeur départemental des services de secours et d'incendie de la Somme ;
- M. le lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Somme ;
- M. le responsable du SAMU de la Somme ;
- MM. les présidents des syndicats de transporteurs.

ANNEXE

LISTE DES VEHICULES EQUIPES DE FEUX A ECLAT BLEU

Susceptibles d'intervenir sur le périmètre de la DIRN

Code	District	CEI	Nature	Marque	Modèle	Immatriculation
FEX1501	AGR Est	EST Beauvais	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	DN-341-FM
KAN2107	AGR Est	EST Beauvais	VUL 5 places	PEUGEOT	PARTNER	FY-428-KR
FEX1305	AGR Est	EST Laon	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	CZ-417-TV
VUL2205	AGR Est	EST Laon	VUL 5 places	PEUGEOT	RIFTER	GJ-542-GC
VUL2201	AGR Est	EST Lille	VUL 2 places	PEUGEOT	PARTNER	GH-142-DL
KAN1805	AGR Ouest	CIGT Lille	VUL 2 places	RENAULT	KANGOO	EW-776-FC
FEX1405	Amiens Valenciennes	Amiens	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	DK-002-PK
FEX2101	Amiens Valenciennes	Amiens	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FW-274-XA
KAN1701	Amiens Valenciennes	Amiens	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	ER-013-SD
KAN1905	Amiens Valenciennes	Amiens	VUL 5 places	PEUGEOT	RIFTER	FL-408-HT
FEX1910	Amiens Valenciennes	Arras	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FG-246-WG
FEX2009	Amiens Valenciennes	Arras	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-076-GT
KAN2002	Amiens Valenciennes	Arras	VUL 2 places	PEUGEOT	PARTNER	FP-453-DN
KAN1906	Amiens Valenciennes	District Amiens Valenciennes	VUL 5 places	PEUGEOT	RIFTER	FL-428-HT
FEX1404	Amiens Valenciennes	Dourges	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	DK-016-PK
FEX1504	Amiens Valenciennes	Dourges	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	DP-294-WS
FEX1505	Amiens Valenciennes	Dourges	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	DP-276-WS
FEX1701	Amiens Valenciennes	Dourges	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EK-525-ZG
FEX2104	Amiens Valenciennes	Dourges	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FX-866-GJ
FEX2203	Amiens Valenciennes	Dourges	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	GE-709-XG
FEX2204	Amiens Valenciennes	Dourges	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	GE-387-XG
KAN1802	Amiens Valenciennes	Dourges	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	ET-528-JR
KAN1807	Amiens Valenciennes	Dourges	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	EZ-457-VL
KAN1808	Amiens Valenciennes	Dourges	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	EZ-090-WE
FEX1506	Amiens Valenciennes	Valenciennes	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	DS-498-EB
FEX1804	Amiens Valenciennes	Valenciennes	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EW-054-MX
FEX1907	Amiens Valenciennes	Valenciennes	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FG-857-JY
FEX2014	Amiens Valenciennes	Valenciennes	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-321-KH
FEX2103	Amiens Valenciennes	Valenciennes	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FX-021-GK
FEX2111	Amiens Valenciennes	Valenciennes	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FZ-884-AX
FEX2209	Amiens Valenciennes	Valenciennes	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	GG-880-ES
KAN1817	Amiens Valenciennes	Valenciennes	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	FA-831-XY
KAN1903	Amiens Valenciennes	Valenciennes	VUL 5 places	PEUGEOT	RIFTER	FL-393-HT
KAN1904	Amiens Valenciennes	Valenciennes	VUL 5 places	PEUGEOT	RIFTER	FL-398-HT
KAN2109	Amiens Valenciennes	Valenciennes	VUL 5 places	PEUGEOT	PARTNER	FY-310-KR
KAN2110	Amiens Valenciennes	Valenciennes	VUL 5 places	PEUGEOT	PARTNER	FY-787-RG
FEX1201	Laon	Avesnes	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	CB-893-PY
FEX1206	Laon	Avesnes	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	CH-657-YN
FEX1401	Laon	Avesnes	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	DJ-694-VL
FEX2102	Laon	Avesnes	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FX-360-GK
FEX2105	Laon	Avesnes	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FX-744-VT
KAN1814	Laon	Avesnes	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	FA-077-CX
FEX1306	Laon	Clermont	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	DA-050-TC
FEX1904	Laon	Clermont	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FF-709-RV
FEX2001	Laon	Clermont	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-119-GJ
FEX2106	Laon	Clermont	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FX-862-VT
FEX2201	Laon	Clermont	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	GE-264-XH
KAN1816	Laon	Clermont	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	FA-003-LP
KAN2003	Laon	Clermont	VUL 2 places	FORD	TRANSIT CONNECT	FR-582-DE
FEX1801	Laon	Laon	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EV-297-WT
FEX1906	Laon	Laon	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FG-542-JY
KAN2108	Laon	Laon	VUL 5 places	PEUGEOT	PARTNER	FY-172-KR

DIRN

Code	District	CEI	Nature	Marque	Modèle	Immatriculation
FEX2013	Laon	Nanteuil	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-319-KH
FEX2107	Laon	Nanteuil	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FX-117-VV
FEX2112	Laon	Nanteuil	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FZ-773-LG
KAN1801	Laon	Nanteuil	VUL 2 places	RENAULT	KANGOO	ET-198-HW
FEX1602	Laon	Soissons	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EF-597-RE
FEX1604	Laon	Soissons	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EF-584-RE
KAN1811	Laon	Soissons	VUL 2 places	RENAULT	KANGOO	FA-427-BB
KAN1813	Laon	Soissons	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	FA-072-CX
FEX1807	Lille	4 Cantons	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EW-070-MX
FEX1911	Lille	4 Cantons	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FG-551-XZ
FEX2011	Lille	4 Cantons	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-277-KH
FEX2012	Lille	4 Cantons	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-312-KH
FEX2113	Lille	4 Cantons	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FZ-914-LG
FEX2208	Lille	4 Cantons	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	GF-958-NS
KAN1703	Lille	4 Cantons	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	ES-594-JT
KAN1704	Lille	4 Cantons	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	ES-462-LF
KAN2004	Lille	4 Cantons	VUL 5 places	PEUGEOT	RIFTER	FR-968-FH
FEX1808	Lille	District lille	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	ET-964-EB
VUL2204	Lille	District lille	VUL 5 places	PEUGEOT	RIFTER	GJ-670-GC
FEX1802	Lille	Lille Ouest	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EW-994-FC
FEX1901	Lille	Lille Ouest	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FD-921-TA
FEX1908	Lille	Lille Ouest	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FG-432-KP
FEX2002	Lille	Lille Ouest	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-014-HH
FEX2003	Lille	Lille Ouest	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-007-HH
FEX2108	Lille	Lille Ouest	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FX-488-VV
KAN1705	Lille	Lille Ouest	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	ES-451-LF
KAN2001	Lille	Lille Ouest	VUL 5 places	PEUGEOT	RIFTER	FM-513-WZ
FEX1503	Littoral	Coudekerque	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	DP-259-WS
FEX1703	Littoral	Coudekerque	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EN-269-PS
FEX1805	Littoral	Coudekerque	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EW-060-MX
FEX1903	Littoral	Coudekerque	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FF-533-RV
KAN2106	Littoral	Coudekerque	VUL 5 places	PEUGEOT	PARTNER	FY-498-KJ
VUL2202	Littoral	Coudekerque	VUL 2 places	PEUGEOT	PARTNER	GH-234-DL
FEX1601	Littoral	Escoeuilles	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EF-627-RE
FEX1803	Littoral	Escoeuilles	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EW-035-FD
KAN2101	Littoral	Escoeuilles	VUL 2 places	PEUGEOT	PARTNER	FX-957-QA
FEX1509	Littoral	Peuplingues	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	DS-519-EB
FEX1702	Littoral	Peuplingues	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EN-257-PS
FEX1909	Littoral	Peuplingues	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FG-114-WG
FEX2004	Littoral	Peuplingues	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-002-HH
FEX2205	Littoral	Peuplingues	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	GE-187-XG
FEX2207	Littoral	Peuplingues	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	GF-173-AC
KAN2102	Littoral	Peuplingues	VUL 2 places	PEUGEOT	PARTNER	FX-036-QB
KAN2105	Littoral	Peuplingues	VUL 5 places	PEUGEOT	PARTNER	FY-437-KJ
VUL2203	Littoral	Peuplingues	VUL 2 places	PEUGEOT	PARTNER	GH-190-DL
FEX1507	Littoral	Steenvoorde	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	DS-528-EB
FEX1806	Littoral	Steenvoorde	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EW-067-MX
FEX1905	Littoral	Steenvoorde	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FF-637-RV
FEX2007	Littoral	Steenvoorde	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-052-GT
FEX2206	Littoral	Steenvoorde	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	GE-632-XF
KAN1803	Littoral	Steenvoorde	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	ÉT-531-JR
KAN2103	Littoral	Steenvoorde	VUL 2 places	PEUGEOT	PARTNER	FX-109-QB
FEX1207	Reims Ardennes	Charleville	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	CJ-629-CB
FEX1603	Reims Ardennes	Charleville	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	EF-669-RE
FEX2008	Reims Ardennes	Charleville	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-028-GT
FEX2010	Reims Ardennes	Charleville	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-123-HK
KAN1702	Reims Ardennes	Charleville	VUL 2 places	RENAULT	KANGOO	ES-885-AS
KAN1806	Reims Ardennes	Charleville	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	EZ-664-TA
KAN1809	Reims Ardennes	Charleville	VUL 3 places	RENAULT	KANGOO	FA-298-BB
KAN1810	Reims Ardennes	Charleville	VUL 3 places	RENAULT	KANGOO	FA-610-BB
KAN1901	Reims Ardennes	Charleville	VUL 3 places	RENAULT	KANGOO	FJ-014-WZ
KAN2111	Reims Ardennes	District Reims Ardennes	VUL 5 places	FORD	GD TOURNEO CONNE	FZ-505-HF

DIRN

Code	District	CEI	Nature	Marque	Modèle	Immatriculation
FEX2005	Reims Ardennes	Reims	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-996-HG
FEX2109	Reims Ardennes	Reims	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FX-747-VV
KAN1804	Reims Ardennes	Reims	VUL 5 places	RENAULT	KANGOO	ET-380-NP
KAN1812	Reims Ardennes	Reims	VUL 2 places	RENAULT	KANGOO	FA-530-BB
FEX2006	Reims Ardennes	Rethel	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FP-250-GZ
FEX2110	Reims Ardennes	Rethel	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	FX-057-VVW
FEX2202	Reims Ardennes	Rethel	FOURGON EXPLOITATION	RENAULT	MASTER	GE-020-XH
KAN1815	Reims Ardennes	Rethel	VUL 2 places	RENAULT	KANGOO	FA-076-GM
KAN1902	Reims Ardennes	Rethel	VUL 2 places	RENAULT	KANGOO	FJ-859-WY
KAN1907	Reims Ardennes	Rethel	VUL 5 places	PEUGEOT	RIFTER	FL-079-KW
KAN1909	Siege	SG	VUL 2 places	PEUGEOT	PARTNER	FL-214-MV
KAN2104	Siege	SG	VUL 5 places	PEUGEOT	PARNTER	FY-592-KB

Préfecture de la Somme-Service de la
Coordination des Politiques Interministérielles

80-2023-03-29-00005

Arrêté préfectoral portant autorisation unique
de construire et d'exploiter un parc éolien à
FONCHES-FONCHETTE et PUNCHY au bénéfice
de la SARL Parc éolien de Champ Serpette



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ
portant autorisation unique**

**Projet de parc éolien à FONCHES-FONCHETTE et PUNCHY
par la SARL PARC ÉOLIEN DE CHAMP SERPETTE**

LE PRÉFET DE LA SOMME

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code forestier ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code des transports ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment son article 15 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de Mme Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Étienne STOSKOPF, préfet de la Somme, à compter du 23 août 2022 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 27 août au 2 octobre 2020 inclus, sur la demande d'autorisation unique en vue d'exploiter un parc éolien comprenant huit aérogénérateurs et deux postes de livraison sur le territoire des communes de FONCHES-FONCHETTE, HATTENCOURT, LIANCOURT-FOSSE et PUNCHY, par la SARL PARC ÉOLIEN DE CHAMP SERPETTE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2021 prolongeant de trois mois, soit jusqu'au 28 avril 2021, le délai d'instruction de la demande d'autorisation unique en vue d'exploiter un parc éolien comprenant huit aérogénérateurs et deux postes de livraison sur le territoire des communes de FONCHES-FONCHETTE, HATTENCOURT, LIANCOURT-FOSSE et PUNCHY, par la SARL PARC ÉOLIEN DE CHAMP SERPETTE ;

Vu la décision implicite de refus de l'autorisation unique d'exploiter un parc éolien comprenant huit aérogénérateurs et deux postes de livraison, à FONCHES-FONCHETTE, HATTENCOURT, LIANCOURT-FOSSE et PUNCHY, par la SARL PARC ÉOLIEN DE CHAMP SERPETTE, née le 29 avril 2021 ;

Vu la demande d'autorisation unique présentée le 27 septembre 2016 et complétée le 28 novembre 2017 par la SARL Parc éolien de Champ Serpette, représentée par son gérant, et dont le siège social est sis 188 rue Maurice Béjart - CS 57392 - 34184 MONTPELLIER CEDEX 4, en vue d'obtenir l'autorisation unique pour une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant huit aérogénérateurs d'une puissance maximale de 24 MW et deux postes de livraison à FONCHES-FONCHETTE, HATTENCOURT, LIANCOURT-FOSSE et PUNCHY ;

Vu les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus et notamment l'étude d'impact ;

Vu le rapport du 23 janvier 2020 des services de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) des Hauts-de-France déclarant le dossier recevable ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale du 19 mai 2020 et la réponse écrite de la SARL Parc éolien de Champ Serpette à cet avis ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes consultées ;

Vu les avis de la direction générale de l'Aviation civile des 10 octobre 2016 et 8 juin 2020 ;

Vu l'avis de la direction de la sécurité aéronautique d'État du ministère de la Défense du 15 novembre 2016 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu les registres d'enquête ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur remis à la préfecture de la Somme le 28 octobre 2020 ;

Vu l'avis du 25 mars 2021 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Somme, dans sa formation sites et paysages ;

Vu l'arrêt n° 21DA01973 du 25 janvier 2023 par lequel la cour administrative d'appel (CAA) de Douai a d'une part, annulé la décision implicite par laquelle la préfète de la Somme a rejeté la demande d'autorisation présentée par la société Parc éolien de Champ Serpette et, d'autre part, enjoint au préfet de la Somme de réexaminer la demande d'autorisation présentée par la société Parc éolien de Champ Serpette, en tant qu'elle porte sur les aérogénérateurs E1 à E4 et sur deux postes de livraison, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêt ;

Vu le rapport du 27 février 2023 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) des Hauts-de-France, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la SARL Parc Eolien de Champ Serpette par courrier du 7 mars 2023 ;

Vu les observations de la SARL Parc éolien de Champ Serpette sur ce projet d'arrêté, présentées par courriel du 20 mars 2023 ;

CONSIDÉRANT ce qui suit :

1. L'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation unique au titre du titre 1er de l'ordonnance n° 2014-355 susvisée ;
2. L'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

3. L'installation faisant l'objet de la demande n'est pas soumise à autorisation de défrichage, ni à dérogation pour la destruction et/ou le déplacement d'espèces animales protégées et/ou la destruction d'habitats d'espèces animales protégées ;
4. Afin d'assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
5. L'exploitant a indiqué à la Cour Administrative d'Appel qu'il renonce aux mâts E5 à E8 situés sur le territoire des communes d'Hattencourt et Liencourt-Fosse ;
6. La sensibilité de la zone est confirmée par les écoutes qui ont permis d'identifier au minimum 12 espèces de chauves-souris dans l'aire d'étude rapprochée du projet : la Noctule commune, la Noctule de Leisler, le petit Rhinolophe, l'Oreillard gris, le Murin à moustaches, le groupe Pipistrelle de Kuhl/Nathusius, le Murin de Daubenton, le Murin de Natterer, le groupe Pipistrelle pygmée/commune, le groupe Murin sp., la Pipistrelle de Nathusius et la Pipistrelle commune ;
7. Les impacts sont modérés ;
8. L'étude écologique indique que des mesures particulières seront toutefois à prévoir afin de minimiser les impacts potentiels du projet sur certaines espèces ;
9. Les espèces précédemment citées sont sensibles aux éoliennes ;
10. L'évitement des atteintes à la biodiversité doit être systématiquement recherché en premier lieu et la réduction intervient dès lors que les impacts n'ont pas pu être pleinement évités ;
11. Il convient de mettre en place un arrêt des machines en faveur des chiroptères pour l'ensemble des éoliennes ;
12. L'arrêt des machines est une mesure suffisante compte tenu des enjeux à proximité des éoliennes ;
13. Les modélisations acoustiques réalisées pour l'étude d'impact montrent un dépassement des émergences diurnes et nocturnes ;
14. Il convient de mettre en place un plan de bridage acoustique ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Titre I Dispositions générales

Article 1 : Domaine d'application

La présente autorisation unique tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- de permis de construire au titre de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme.

Article 2 : Bénéficiaire de l'autorisation unique

La société Parc éolien de Champ Serpette, dont le siège social est situé 188 rue Maurice Bédart - CS 57392 - 34184 MONTPELLIER CEDEX 4, est bénéficiaire de l'autorisation unique définie à l'article 1, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

Article 3 : Liste des installations concernées par l'autorisation unique

Les installations concernées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Équipement	Commune	Lieu-dit	Références cadastrales	Numéro d'enregistrement affecté par la commune	Lambert RGF 93	
					X	Y
Aérogénérateur n°1 (E1)	Punchy	Le Moulin de Fonches	ZL 21	AU 0080 646 20 0001	686 089,63	6 965 147,07
Aérogénérateur n°2 (E2)		Le Moulin de Fonches	ZL 22		686 005,76	6 964 800,31
Aérogénérateur n°3 (E3)	Fonches-Fonchette	La Vallée	ZH 9	AU 0080 322 20 S0001	685 966,74	6 964 474,88
Aérogénérateur n°4 (E4)		Champ Serpette	ZA 26		685 852,01	6 964 053,17
Poste de livraison (PDL 1)		Les Octaves	ZC 8		685 971,96	6 963 438,09
Poste de livraison (PDL 2)		Les Octaves	ZC 8		685 974,49	6 963 439,78

Article 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation unique

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposée par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Titre II
Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter
au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement

Article 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres	Nombre d'aérogénérateurs : 4 Nombre de postes de livraison : 2 Hauteur totale en bout de pale : 150 m Hauteur mât : 91,5 m Puissance unitaire max : 3 MW Puissance totale installée : 12 MW	A

A : installation soumise à autorisation

Article 2 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé

Article 2.1 Garanties financières initiales

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 3 du titre I du présent arrêté.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application des articles R. 515-101 à R. 515-106 du code de l'environnement par la société Parc Eolien de Champ Serpette, s'élève donc à :

$$M = 4 * (50\ 000 + 25\ 000 * (3-2)) = 300\ 000\ \text{€}$$

$$M = \sum (Cu)$$

où

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ;
- Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur, calculé selon les dispositions du II de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement.

Avec :

$$Cu = 50\,000 + 25\,000 * (P-2)$$

où :

- Cu est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur ;
- P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

Article 2.2 Actualisation des garanties financières

Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 2.1, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation.

Par ailleurs, l'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière susmentionnée, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé.

En cas de renouvellement de toute ou partie de l'installation, le montant initial de la garantie financière d'une installation est réactualisé « par un nouveau calcul » en fonction de la puissance des nouveaux aérogénérateurs.

Article 3: Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)

Le respect des mesures prescrites dans l'arrêté fait l'objet de la vérification par un écologue. Le rapport de l'écologue est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.1. Limitation de l'attractivité du parc éolien

Sur les plateformes des éoliennes, il est proscrit toute plantation ou semis de prairie ou de jachère. Toute recolonisation naturelle de type friche est évitée par fauche. L'entretien de la base de l'éolienne proscrit l'utilisation d'herbicides.

Pour éviter l'attractivité des éoliennes, seul l'éclairage réglementaire obligatoire est mis en place.

Article 3.2 Plan d'arrêt des machines en faveur des chiroptères

Un plan d'arrêt des machines est mis en place pour l'ensemble des éoliennes et dans les conditions suivantes :

- du 1^{er} mars au 30 novembre ;
- pour des vitesses de vent inférieures à 6 m/s ;
- pour des températures supérieures à 7 °C ;
- une heure avant le coucher du soleil jusqu'à une heure après le coucher du soleil ;
- en l'absence de précipitations.

Article 3.3 Suivi des couples de Busards

Un suivi des Busards est réalisé chaque année d'exploitation du parc.

Ce suivi consiste en :

- l'évaluation dans le périmètre et chaque année des individus reproducteurs, (passage d'un expert ornithologue en début de saison en avril-mai – 1 à 2 passages ; périmètre étudié d'environ 2 à 3 km autour du projet) ;
- la localisation précise le cas échéant les nids (1 à 2 passages en mai-juin) ;
- le suivi de l'état d'avancement des nichées concernées (passage d'un expert ornithologue au cours de la période d'élevage des jeunes en juin – 1 passage) ;
- la localisation sur des parcelles « à risque » (selon le couvert et la précocité de la moisson), l'intervention d'une association de préservation de l'environnement pour le sauvetage des nichées.

Les résultats de ces suivis sont transmis à l'inspection.

Article 4 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Article 4.1 Protection des enjeux écologiques existants

Un balisage écologique en phase travaux est à opérer en cas de risque avéré (en fonction du calendrier de réalisation et des voies d'accès choisies par les entreprises en charge du chantier). Pour cela, l'exploitant réalise une cartographie adaptée des sites sensibles au moment du lancement du chantier accompagnée des recommandations nécessaires pour en garantir la préservation, communique ces éléments aux entreprises chargées des travaux et s'assure que les installations de chantier (base vie, stockages, accès...) ne sont pas susceptibles de compromettre la biodiversité locale. Les boisements, haies, talus, accotements enherbés et prairies doivent être évités lors de la phase de chantier afin de préserver le site des nuisances inhérentes aux travaux (dégradation de talus, stockage de matériaux, bruit...).

Enfin, il convient de restaurer les milieux dans leur état écologique initial après chantier.

Article 4.2 Protection des sols et des eaux souterraines

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour ne pas détériorer la qualité des eaux souterraines et pour ne pas engendrer de pollution en surface dans la zone de chantier des installations.

Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sur l'ensemble du projet est élaboré par l'exploitant en concertation avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises en charge du chantier. Ce plan permet de sensibiliser l'ensemble des intervenants sur les risques de pollutions accidentelles et les conduites à tenir, le cas échéant, pendant l'exécution des travaux. Il spécifie, notamment, les personnes et organismes à contacter en cas de déversements accidentels ainsi que les différents moyens d'action à mettre en œuvre lors de tels accidents (fiches de données de sécurité des produits utilisés, dispositifs d'urgence à mettre en œuvre et dispositifs de dépollution disponibles sur le chantier).

L'exploitant doit fournir ce plan d'intervention et sensibiliser tout le personnel susceptible d'intervenir sur le chantier sur la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

Aucun stockage de réservoirs d'huiles ou de carburant sur la zone de chantier et sur la piste de travail n'est autorisé. Le stockage des produits susceptibles de polluer, des matériaux, des matériels, des déchets, etc. est organisé sur le site de la base vie ou sur des espaces aménagés en conséquence (par exemple les aires de grutage des éoliennes).

L'ensemble des intervenants en est informé. Les produits sont acheminés autant que nécessaire au fur et à mesure des besoins. L'aménagement du terrain et l'installation du chantier respectent les consignes de sécurité et de protection de l'environnement édictées par l'exploitant. Les opérations de vidange ou de remplissage des réservoirs des engins sont interdites sur la zone des travaux et dans les zones hydrologiques sensibles, notamment à proximité des ruisseaux et des périmètres de captage. Afin de s'assurer qu'aucun déversement de produit polluant susceptible de migrer dans le sous-sol, et donc la nappe, ne se produise, l'exploitant s'assure que les engins utilisés sur le chantier sont contrôlés régulièrement pour détecter toute fuite de liquide.

Il convient de veiller à ne pas favoriser l'infiltration d'eau susceptible d'être polluée au niveau de la zone de travaux. En cas de pollution, les eaux polluées sont pompées et stockées dans des réservoirs mis à disposition sur le site et à proximité immédiate du site des travaux. Ces réservoirs, s'ils sont utilisés, sont placés sur rétention.

En cas de déversement accidentel de produit susceptible de polluer les eaux souterraines, la zone concernée par l'incident est traitée sans délai par un produit absorbant. Les terres souillées sont ensuite décaissées sur une épaisseur suffisante pour atteindre la couche saine puis entreposées sur une zone totalement imperméabilisée. Elles sont recouvertes par une membrane étanche afin d'éviter un éventuel ruissellement en cas de pluie. Après caractérisation de leur qualité, elles sont évacuées vers un centre de traitement ou de stockage adapté.

Article 4.3 Période du chantier

Il convient dans la mesure du possible d'effectuer les travaux au cours de périodes où le sol n'est pas trop gorgé d'eau afin d'éviter le phénomène d'orniérage.

Plus généralement, le calendrier de chantier est calé sur les contraintes écologiques locales (phénologie de la reproduction des espèces sensibles) et adapté en permanence pendant le déroulement du chantier sur les conseils d'un expert écologue, consécutivement à un repérage sur site de nids par ses soins. La période de travaux doit en effet être adaptée en fonction du calendrier des espèces et notamment éviter les périodes de nidification des oiseaux jugés les plus sensibles et nichant en espaces ouverts. Les espèces concernées ici sont le Bruant Jaune (*Emberiza citrinella*), le Bruant proyer (*Emberiza calandra*), l'Alouette des champs (*Alauda arvensis*), le Coucou gris (*Cuculus canorus*) et l'Etourneau sansonnet (*Sturnus vulgaris*).

Ainsi, les opérations qui présentent le plus d'impacts (terrassements, excavations...) ne doivent pas être démarrées pendant les mois compris entre le 1^{er} avril et le 31 juillet.

Si cette mesure n'est pas réalisable et que les travaux doivent commencer pendant la période de nidification, l'exploitant vérifie avant le démarrage des travaux s'il y a présence d'oiseaux nicheurs. Pour ce faire, le passage d'un naturaliste sur chacun des emplacements d'éoliennes est diligenté. Dans le cas d'une nidification avérée, les travaux sont décalés dans le temps ou l'espace afin de ne pas perturber le site de nidification.

L'expert écologue réalise un passage sur le chantier la semaine précédant les travaux pour contrôler qu'aucun enjeu naturaliste n'est présent dans l'emprise des travaux. Si les travaux se poursuivent au printemps, un passage aura lieu tous les 15 jours entre le 1^{er} avril et le 15 juillet.

Article 4.4 Organisation du chantier

Afin d'avoir l'impact le plus faible sur l'environnement, une seule base vie est installée pour les salariés intervenant sur le chantier de construction du parc éolien en amont des premiers travaux et ce jusqu'à la fin du chantier. Elle comprend notamment :

- des réfectoires ;
- des vestiaires ;
- des sanitaires ;
- des bureaux ;
- des modules de stockage.

Bien délimité, le périmètre du chantier préserve l'espace de tout dérangement superflu et n'engendre pas d'occupation de surface plus importante que celle nécessaire.

Les aires de stockage doivent être organisées en retrait des ouvertures visuelles majeures pour éviter la création d'obstacles visuels pouvant dénaturer la perception des vues paysagères du territoire.

Concernant la gestion de la ressource en eau, cette base vie est complètement autonome. Son approvisionnement par citerne externe permet de contrôler les volumes utilisés et de prévenir les gaspillages. La récupération des eaux usées est dirigée dans une fosse d'accumulation qui est vidée régulièrement.

Concernant les déchets générés sur la base vie, ceux-ci sont récupérés dans différents containers en fonction de leur nature, afin de respecter le tri sélectif. Ces containers sont régulièrement vidés et leurs contenus éliminés selon des filières appropriées.

La terre végétale décapée au niveau des aires de levage et des accès créés est stockée à proximité et réutilisée autour des ouvrages. Les matériaux de couches inférieures extraits lors des travaux de terrassement des fondations sont évacués ou stockés sur place, puis, dans la mesure du possible, mis en remblais autour des ouvrages en fin de chantier.

Les éventuels matériaux excédentaires sont exportés conformément aux réglementations en vigueur.

Article 4.5 Prévention des nuisances

Afin de limiter la gêne occasionnée par le chantier pour les riverains et les usagers du site, les mesures qui suivent sont mises en œuvre.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le site sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. Les engins de chantier sont conformes à un type homologué et leurs niveaux de bruit émis sont conformes à la réglementation en vigueur. L'usage de tout appareil de communication acoustique (par exemple sirènes, avertisseurs, haut-parleurs) gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les travaux auront lieu préférentiellement en période diurne et en tout état de cause en dehors de la période 22 heures - 5 heures.

La trêve de repos hebdomadaire sera observée, conformément aux exigences du code du travail.

La phase de travaux peut générer des émissions de poussières. Si besoin (par temps sec et venté), les abords et les accès du chantier sont arrosés pour réduire les émissions et la propagation de poussières.

Article 4.6 Accès

Pour ne pas trop empiéter sur les secteurs agricoles, les chemins existants sont utilisés au maximum et les prélèvements sur accotements sont limités au strict nécessaire. Les chemins permettant d'accéder au site seront si besoin renforcés pour le passage des engins et poids lourds. Les chemins utilisés lors de la phase chantier sont remis en état lorsqu'une dégradation est constatée.

Si des phénomènes d'érosion et de ruissellement sont constatés suite au chantier, les dispositions sont prises pour favoriser le drainage des écoulements et pour assurer le maintien et la stabilité des sols en bordure des chemins ou de l'aire de grutage. La remise en état du site et des voiries intervient dans les trois mois après la clôture du chantier. Ce délai peut être aménagé suivant les conditions climatiques (attentes de conditions favorables sèches et de températures tempérées pour mise en place des traitements).

Article 4.7 Sécurité

Une attention particulière est apportée à la sécurité des usagers des routes empruntées par les convois de transport et les engins de chantier.

Article 4.8 Mesures liées à la construction

Article 4.8.1 Sécurité publique

L'éolienne est de couleur uniforme mate « gris clair » référence RAL n° 7035, ou « gris agate » référence RAL n° 7038 ou « blanc pur » référence RAL n° 9010 (balisage diurne).

Balisage lumineux : un dispositif de feux d'obstacle de jour moyenne intensité de type A (feux à éclats blancs de 20 000 candelas [cd]) ainsi qu'un dispositif de feux d'obstacle de nuit moyenne intensité de type B (feux à éclats rouges de 2 000 cd) sont installés sur le sommet de la nacelle. Les éclats des feux des différentes éoliennes appartenant au même ensemble sont synchronisés.

Article 4.8.2 Protection du patrimoine archéologique

Si des vestiges archéologiques sont mis à jour lors de la réalisation des travaux, ils doivent être signalés immédiatement au service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes et tout contrevenant sera passible des peines prévues à l'article 322-2 du code pénal.

Article 4.8.3 Aspect

Les inscriptions (logos et marques), à l'exception des informations techniques et de sécurité qui pourront être apposées sur la porte d'accès à la tour, sont interdites y compris sur la nacelle.

Article 4.8.4 Balisage

Les dispositions de l'arrêté interministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne sont respectées. Une télésurveillance ou des procédures d'exploitation spécifiques sont assurées afin de pouvoir signaler toute défaillance ou interruption du balisage aux services de l'aviation civile : DSAC Délégation des Hauts-de-France Sud - Aérodrome de Tillé - Avenue de l'Europe - 60000 TILLÉ.

Article 4.8.5 Vestiges humains

Si des vestiges humains provenant des conflits mondiaux sont mis à jour lors de la réalisation des travaux de terrassement, la découverte doit être immédiatement signalée à la brigade de gendarmerie locale et, selon le cas, au délégué des Anciens Combattants ou au conservateur du cimetière militaire concerné (Commonwealth War Graves Commission – CWGC – ou Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge – VDK) puis au maire de la commune. Les travaux sont arrêtés et, dans l'attente, les vestiges mis à jour sont protégés par une bâche ou une couverture recouverte de terre. Par respect des personnes, les photographies sont interdites et la presse n'est informée que sur consigne des autorités.

Article 4.8.6 Itinéraires d'accès

L'exploitant devra fournir aux organismes gestionnaires des voiries les itinéraires précis d'accès au site avec l'état des routes et les plans des aménagements éventuels nécessaires.

Article 4.8.7 Information sur l'avancement du chantier

L'exploitant informe l'inspection des installations classées, les services de la Défense (sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord) et la délégation de l'aviation civile des Hauts-de-France (SNIA - SNIA Nord - UGD Guichet unique urbanisme - servitudes aéronautiques - 82 rue des Pyrénées - 75970 PARIS CEDEX 20 - snia-urba-nord-bf@aviation-civile.gouv.fr), au moins 15 jours avant le début des travaux, de la date de début et de la durée du chantier, en apportant les informations suivantes afférentes à chaque éolienne :

- coordonnées géographiques (WGS84) ;
- hauteur totale ;
- altitude du terrain en mètres NGF.

La déclaration d'ouverture de chantier (DOC), la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) et la date de mise en service industrielle sont transmises, au moins 15 jours avant la mise en service, à la délégation de l'aviation civile des Hauts-de-France (voir coordonnées ci-dessus), à la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord et à l'inspection des installations classées.

Article 5 : Auto surveillance des niveaux sonores

En complément des mesures d'auto surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto surveillance complémentaire défini au présent article.

Une campagne de mesure acoustique est réalisée dans les douze mois après la mise en service des aérogénérateurs afin de s'assurer de la conformité des installations avec la législation et en particulier l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susmentionné. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et transmis à l'agence régionale de santé (ARS) des Hauts-de-France.

Article 6 : Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 5, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées.

Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7 : Suivis

Un suivi pluriannuel de l'avifaune et des chiroptères est mis en place à la mise en service industrielle du parc éolien, conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce suivi doit être réalisé une première fois dans les trois premières années puis renouvelé tous les dix ans.

En fonction des résultats du suivi, les mesures réductrices et/ou compensatoires sont ajustées si nécessaire.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, dès qu'il en dispose, les rapports de ces suivis de peuplement en chiroptères et avifaune ainsi que leur analyse.

À l'occasion de chaque rapport d'étape de suivi ainsi qu'à l'issue de cette évaluation des impacts réels du parc, l'exploitant détermine si des mesures sont nécessaires à maintenir et à favoriser le peuplement des chiroptères et/ou des oiseaux. Ces mesures sont validées par l'inspection des installations classées. L'exploitant s'assure de leur mise en œuvre.

Article 8 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces documents peuvent être informatisés mais, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant cinq années au minimum.

Article 9 : Démarrage des travaux

L'exploitant informe en amont l'inspection des installations classées, le préfet de la Somme et les opérateurs radar de la date de démarrage des travaux et de la date de mise en service du parc.

Article 10 : Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures des articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage agricole.

Titre III Dispositions diverses

Article 1 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant la cour administrative d'appel de Douai :

- par l'exploitant dans un délai n'excédant pas deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - la publication de la décision sur le site Internet des services de l'État dans la Somme prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie) peut être saisie au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 2 : Publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Somme.

Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de FONCHES-FONCHETTE et PUNCHY où il peut y être consultée. Un extrait de celui-ci est affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fera connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Somme, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie dudit arrêté est également adressée à chaque conseil municipal consulté, à savoir : FONCHES-FONCHETTE, PUNCHY, HATTENCOURT, LIANCOURT-FOSSE, ABLAINCOURT-PRESSOIR, AUCHONVILLERS, BALÂTRE, BEAUCOURT-SUR-L'ANCRE, BEAUMONT-HAMEL, CARRÉPUIS, CHAMPIEN, CHAULNES, LA CHAVATTE, CHILLY, COURCELETTE, CRÉMERY, CURCHY, DAMERY, ÉTALON, FOUQUESCOURT, FRANSART, FRESNOY-LÈS-ROYE, GOYENCOURT, GRANDCOURT, GRUNY, HALLU, HERLY, HYPERCOURT, IRLES, LIHONS, MARCHÉ-ALLOUARDE, MARCHÉLEPOT-MISERY, MAUCOURT, MÉHARICOURT, MESNIL-SAINT-NICAISE, MIRAUMONT, NESLE, PARVILLERS-LE-QUESNOY, PUZEAUX, PYS, RETHONVILLERS, ROUVROY-EN-SANTERRE, ROYE, THIEPVAL, VERMANDOVILLERS et VILLERS-LÈS-ROYE.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Somme (<https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Enquetes-publiques-et-decisions>), pendant une durée minimale de quatre mois.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture de la Somme et aux frais de la société PARC ÉOLIEN DE CHAMP SERPETTE dans un journal diffusé dans le département.

Article 3 : Caducité de l'arrêté

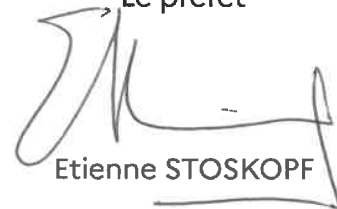
Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de dix ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure.

Article 4 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, la directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme et les maires de FONCHES-FONCHETTE et PUNCHY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le 29 MARS 2023

Le préfet



Etienne STOSKOPF

Préfecture de la zone de défense et de sécurité
du Nord

80-2023-03-29-00006

arrêté portant dérogation exceptionnelle à titre
temporaire à l'interdiction de circulation à
certaines périodes des véhicules de transport de
marchandises de plus de 7.5 tonnes de PTAC
dans le cadre de la gestion d'une épizootie
d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP)



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture de la zone de défense
et de sécurité Nord**

**Arrêté
portant dérogation exceptionnelle à titre temporaire
à l'interdiction de circulation à certaines périodes
des véhicules de transport de marchandises de plus de 7,5 tonnes de PTAC
dans le cadre de la gestion d'une épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP)**

**Le Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord**

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la route, et notamment l'article R. 411-18 ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juin 2021 portant nomination de monsieur Georges-François Leclerc en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté interministériel du 16 avril 2021 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes, et notamment son article 5.I. ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 novembre 2022 qualifiant le niveau de risque en matière d'influenza aviaire hautement pathogène ;

Considérant le caractère extrêmement contagieux et grave de l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP), l'existence de cas avérés sur le territoire national et la nécessité d'envisager la détection de nouveaux foyers de contamination dans les départements de la zone de défense et de sécurité Nord ;

Considérant les missions de dépeuplement en élevages prévues par le marché national conclu par le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire dans le cadre de mesures ordonnées par l'Etat sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine ;

Considérant que les retards d'approvisionnement en matériels, matériaux, produits ou véhicules indispensables à la gestion des foyers de contamination peuvent avoir des conséquences sanitaires ou économiques préjudiciables au regard du caractère exponentiel des épizooties de ce type ;

Considérant que pour répondre à ces circonstances exceptionnelles il y a lieu de faciliter la continuité des actions de lutte et par conséquent la circulation des véhicules transportant les matériels, matériaux, produits ou véhicules nécessaires au dépeuplement de volailles en élevages ou sur sites dédiés ;

Considérant l'avis de la direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

1/2

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.nord.gouv.fr

Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefetnord/

ARRETE

Article 1er

La circulation des véhicules de transport de marchandises de plus de 7,5 tonnes de PTAC, en charge ou en retour à vide, transportant des matériels, matériaux, produits ou véhicules nécessaires au dépeuplement de volailles en élevages ou sur sites dédiés, dans le cadre de mesures ordonnées par l'État pour la gestion de l'épizootie, est exceptionnellement autorisée, dans l'ensemble des départements de la zone de défense et de sécurité Nord :

- les samedis et veilles de jours fériés à partir de 22 heures et jusqu'à 22 heures les dimanches et jours fériés ;
- à compter du samedi 8 avril 2023 jusqu'au dimanche 2 juillet 2023 inclus.

Article 2

Le responsable du véhicule doit pouvoir justifier, en cas de contrôle, auprès des agents de l'autorité compétente, de la conformité du transport effectué au regard des dispositions de la présente dérogation.

Une copie du présent arrêté doit se trouver à bord du véhicule.

Article 3

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4

Les préfets des départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme, les présidents des conseils départementaux de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, les directeurs départementaux de la sécurité publique de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme, les commandants des groupements de gendarmerie de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme, le directeur zonal des CRS sont chargés de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et copie en sera adressée aux services visés à l'article 4.

Lille, le 29 mars 2023

Le préfet de zone de défense
et de sécurité Nord



Georges-François LECLERC

Conformément aux dispositions des articles R 421.-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

2/2

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.nord.gouv.fr

Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/